



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Réforme de l'évaluation : une usine à gaz au service de l'idéologie libérale

Le ministère a dévoilé son projet de réforme de l'évaluation des élèves au primaire et au collège. Il prétend simplifier l'évaluation des élèves, en réalité, il met en place une véritable usine à gaz.

Le projet d'évaluation du Diplôme National du Brevet (DNB) se base sur des épreuves terminales transdisciplinaires pour lesquelles il sera encore plus difficile de cerner ce qui sera évalué. En termes de simplification, on a fait mieux...

Ces textes sur l'évaluation des seules compétences sont inspirés par la notion d'employabilité que cherche à imposer le patronat. Il ne s'agit donc pas d'évaluer les capacités de raisonnement et de construction des connaissances des élèves mais les modalités opératoires et un savoir-être à l'opposé des savoirs et savoir-faire.

C'est bien encore une fois le Socle commun qui nous est resservi, institutionnalisant le tri social. Ces évaluations ne permettront pas aux élèves de se construire en tant que citoyen-nes aptes à analyser le monde et ne permettront pas aux élèves ni à leurs parents d'analyser les difficultés et réussites, particulièrement pour les classes populaires.

Pour les collègues, c'est le retour à un livret personnel de compétences déguisé en "livret scolaire de la scolarité obligatoire", perte de temps conséquente et surcharge de travail sans aucune mesure d'utilité réelle de cet objet pédagogique non identifié. Le ministère veut imposer encore une fois sa vision au détriment de la liberté pédagogique et augmente, de façon déguisée, le temps de travail des collègues.

Pour la CGT Educ'action, cette réforme de l'évaluation s'inscrit dans la ligne des réformes de ces dernières années, en particulier celle du collège, rejetée par les personnels. C'est l'idéologie de la performance, de la sélection et de la concurrence qui sous-tend l'ensemble du texte.

La CGT Educ'action se prononce au contraire pour une évaluation qui favorise l'évolution des élèves dans leurs apprentissages qui doit s'inscrire dans une réforme progressiste des programmes, de l'orientation et en rupture avec la vision élitiste de l'École.

La CGT Educ'action se prononcera donc CONTRE ces textes lors de leur présentation au Conseil Supérieur de l'Éducation le 15 octobre 2015 et demande l'ouverture de véritable négociation sur la question de l'évaluation des élèves.

Montreuil, le 29 septembre 2015